

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 20/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68131 Altkirch

Références : 0701_2023_05_25_HOLCIM_inspSEQE (quotas CO2)
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment. Elle est soumise au SEQE pour la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cohérence du plan de surveillance par rapport à la réalité de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	appareils de mesure pour la quantité de clinker	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 6	/	Sans objet
2	respect des seuils d'incertitude	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 12	/	Sans objet
3	détermination de la fraction biomasse pour le flux DIB	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 39	/	Sans objet
4	plan d'échantillonnage et fréquence d'analyse	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 33.1 et 34.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la quantité de clinker

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence, comparabilité et transparence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2) Les exploitants et les exploitants d'aéronefs recueillent, enregistrent, rassemblent, analysent et étayent les données de surveillance, et notamment les hypothèses, les références, les données d'activité et les facteurs de calcul, de manière transparente, de façon à permettre au vérificateur et à l'autorité compétente de reproduire la détermination des émissions.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que les stocks comptables de ciment étaient alignés sur le stock déterminé annuellement au mois de novembre par un géomètre certifié. L'écart constaté est répercuté sur le stock du mois de décembre pour définir les stocks de ciment à la fin de l'année. Les quantités de clinker utilisées sont déduites des quantités de ciment produites en soustrayant les matières ajoutées (schiste, gypse) du clinker. Les ajustements de stocks à partir des relevés géomètres des ciments et des matières ajoutées sont répercutés par calcul sur la quantité de clinker utilisée. Le stock de clinker est quant à lui réajusté lorsque le stock est soit vide, soit plein. Les ponts-bascule utilisés pour peser les livraisons de matières premières, de combustibles, ainsi que ceux utilisés pour peser les livraisons de ciment, sont soumis à métrologie légale. Le suivi des stocks, de la consommation et de la production sur le site est assuré au moyen d'un système de gestion informatique. L'exploitant a présenté le tableau d'état des stocks et de la consommation de clinker lors de l'inspection. La méthode présentée est conforme à la méthode de calcul B définie à l'annexe IV du règlement 2018/2066 de la Commission européenne du 19 décembre 2018. Pour le flux de fluff léger (CSR), les données d'activité sont déterminées à partir des livraisons et d'un inventaire physique du stock (relevé géomètre) effectué en fin d'année. Un stock théorique est déterminé tout au long de l'année afin d'être réajusté en cas d'écart par rapport au stock comptable physique. La méthode mise en œuvre par l'exploitant n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : respect des seuils d'incertitude

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et présentation du plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1.a) pour les installations, pour chaque flux majeur et mineur, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les données d'activité et les facteurs de calcul, le cas échéant, pour les niveaux appliqués définis aux annexes II et IV, et pour chaque source d'émission, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les niveaux appliqués définis à l'annexe VIII, suivant le cas;
Constats : L'exploitant a présenté et transmis le fichier de calcul des incertitudes des données d'activité pour le flux de clinker et de fluff léger. L'examen de ce fichier n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection. L'exploitant a présenté le carnet métrologique du pont-bascule utilisé pour les livraisons de matières premières. Un contrôle périodique conforme datant du 10/03/2023 était consigné dans ce carnet. Étant donné que ce pont-bascule était à l'arrêt lors de l'inspection, un autre pont-bascule était utilisé en remplacement pour la réception des livraisons. L'exploitant a pu présenter un carnet de métrologie du pont bascule de remplacement conforme, mentionnant un contrôle périodique valide datant du 17/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : détermination de la fraction biomasse pour le flux DIB

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination de la fraction issue de la biomasse et de la fraction fossile
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Lorsque, en fonction du niveau appliqué, l'exploitant doit effectuer des analyses pour déterminer la fraction issue de la biomasse, il détermine cette fraction issue de la biomasse conformément à une norme pertinente et aux méthodes d'analyse qu'elle prescrit, cette norme et ces méthodes d'analyse devant être approuvées par l'autorité compétente.</p> <p>Lorsque, en fonction du niveau appliqué, l'exploitant doit effectuer des analyses pour déterminer la fraction issue de la biomasse, mais que l'application du premier alinéa n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs, l'exploitant soumet à l'approbation de l'autorité compétente une méthode alternative pour déterminer la fraction issue de la biomasse. Pour les combustibles ou les matières issus d'un procédé de production dont les flux entrants sont connus et traçables, l'exploitant peut fonder cette estimation sur un bilan massique du carbone d'origine fossile et du carbone issu de la biomasse à l'entrée et à la sortie du procédé.</p> <p>La Commission peut fournir des lignes directrices sur d'autres méthodes d'estimation applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fraction biomasse du flux de fluff léger est déterminée par une analyse au carbone 14. Ces analyses sont effectuées trimestriellement par le laboratoire BETA pour le compte du laboratoire SOCOR. La fréquence des analyses est conforme aux fréquences minimales indiquées dans l'annexe VII du règlement précité.</p> <p>Les échantillons de fluff léger sont prélevés quotidiennement à partir des livraisons provenant de chaque fournisseur. Les analyses sont réalisées par fournisseur. Les quantités de fluff sont déclarées à l'état brut (humide), et par conséquent, l'exploitant cherche à déterminer un PCI pour la matière humide. Les échantillons sont conditionnés de manière à maintenir leur taux d'humidité jusqu'à l'analyse du PCI. Le facteur de calcul est donc cohérent avec la donnée d'activité utilisée.</p> <p>Les analyses de la composition du clinker présentées lors de l'inspection, révèlent la présence de Fe₂O₃, un constituant qui peut provenir de la décarbonatation de la sidérite (FeCO₃). En 2014, l'exploitant a réalisé deux analyses minéralogiques pour démontrer l'absence de sidérite dans la farine crue. Les résultats d'analyses ont été présentés lors de l'inspection et transmis par l'exploitant. Ainsi, le Fe₂O₃ présent dans le clinker serait déjà présent dans la farine crue, et l'ajout de laitier à la farine crue pourrait en être la source. Le point 9 de l'annexe IV du règlement 2018/2066 stipule que, dans le cas de la méthode B, l'exploitant doit tenir compte au minimum de CaO et de MgO, et fournir à l'autorité compétente des éléments de preuve permettant de déterminer dans quelle mesure il convient de prendre en compte d'autres sources de carbone. Aucune analyse complémentaire n'est demandée à l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : plan d'échantillonnage et fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 33.1 et 34.1
Thème(s) : Risques chroniques, Recours aux laboratoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : art. 33.1 - Lorsque les facteurs de calcul sont déterminés au moyen d'analyses, l'exploitant, pour chaque combustible ou matière, soumet à l'approbation de l'autorité compétente un plan d'échantillonnage, sous la forme d'une procédure écrite, qui précise les modalités de préparation des échantillons, et en particulier les responsabilités, ainsi que les lieux, les fréquences de prélèvement, les quantités à prélever et les méthodes de stockage et de transport des échantillons. L'exploitant veille à ce que les échantillons prélevés soient représentatifs du lot ou de la période de livraison concernés et exempts de biais. Les principaux éléments du plan d'échantillonnage sont convenus avec le laboratoire réalisant les analyses du combustible ou de la matière en question, et la preuve de cet accord figure dans le plan. L'exploitant met le plan à disposition aux fins de la vérification au titre du règlement d'exécution (UE) 2018/2067. art. 34.1 - L'exploitant veille à ce que les laboratoires auxquels il est fait appel pour réaliser les analyses en vue de la détermination des facteurs de calcul soient accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17025 pour les méthodes d'analyse en question.
Constats : L'exploitant a fourni des certificats d'accréditation valides à la norme EN/ISO 17025 pour le laboratoire BETA concernant les analyses au carbone 14, pour le laboratoire SOCOR et le laboratoire Holcim concernant l'analyse du facteur de conversion du clinker. Il a également fourni le plan d'échantillonnage pour les analyses du facteur d'émission du clinker et le plan d'échantillonnage pour les analyses effectuées sur les combustibles et en particulier sur le flux de fluff léger (CSR). Les plans d'échantillonnage datant respectivement de 2016 et 2017, il est demandé à l'exploitant de contrôler s'il est nécessaire de les mettre à jour au regard d'éventuelles modifications des méthodes d'échantillonnage. Ces mises à jour devront être soumises à l'approbation de l'autorité compétente le cas échéant conformément au point 2 de l'article 33 précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet